Communiqué conjoint
Délégations des États-Unis et du Qatar

Pour la liberté de navigation et la sécurité énergétique internationale

Aix-en-Provence, lundi 10 novembre 2026

Dans le cadre de ses efforts de médiation entre Washington et Téhéran, la délégation qatarie a rencontré la délégation américaine pour discuter des conditions d'un rétablissement de la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz. Ces échanges qui s'inscrivent dans le contexte de révision du règlement sur la gouvernance de l'Union de l'énergie permettent de rappeler aux États Européens que les États tiers tiennent également compte des conséquences des perturbations maritimes pour la sécurité des approvisionnements énergétiques de l'Europe.

Le 3 novembre, le Qatar a transmis des propositions entre Washington et Téhéran. Le 6 novembre son excellence l'émir Tamim ben Hamad Al Thani s'est entretenu avec le Président des États-Unis Donald Trump au nom de la liberté de navigation et la sécurité des approvisionnements. 9 novembre, Donald Trump a reçu le Premier ministre qatari à Washington. Téhéran demande notamment la fin des hostilités sur tous les fronts, le dégel des avoir iraniens, la levée de sanctions pétrolières et la fin du blocus des ports iraniens. Washington, de son côté, a indiqué vouloir différer de nouvelles frappes pour le moment, tout en maintenant son blocus. Les efforts de médiation se poursuivent.

Les conséquences de ces perturbations dépassent le Golfe. Avant la perturbation des flux, **près d'un cinquième de l'offre mondiale de gaz naturel liquéfié transitait par Ormuz.** Début novembre, l'Agence internationale de l'énergie signalait que l'Europe abordait l'hiver avec ses stocks de gaz les plus bas depuis plus de dix ans. Même lorsqu'une cargaison bloquée était destinée à un autre marché, sa perte peut réduire le nombre de cargaisons disponibles et renchérir les achats de remplacement pour les Européens.

Dans ce contexte, la délégation qatarie a proposé de compléter l'article 27, paragraphe 2, point c), afin que l'évaluation européenne prenne explicitement en compte les risques sur les routes d'approvisionnement, comme le blocage d'un détroit. Le texte tient déjà compte des infrastructures et du délai nécessaire pour remplacer une livraison interrompue. L'ajout proposé aiderait les États à vérifier, avant qu'un incident ne survienne, si leurs stocks suffiraient à couvrir le retard ou si une autre cargaison pourrait arriver à temps par une route différente.

La rencontre a ainsi permis d'aborder deux enjeux complémentaires : le rétablissement de la liberté de navigation à Ormuz et la préparation de l'Europe à d'éventuelles interruptions de livraison.

